



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Année 2023

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Charolais-Brionnais
7 rue des Champs Seigneurs - 71600 PARAY-LE-MONIAL
www.charolais-brionnais.fr

Sommaire

3	Mot du Président
4	Mise en œuvre du projet de territoire à travers les contractualisations
6	Programme européen LEADER
9	Contrat Territoires en action
10	Contrat de relance et de transition écologique
12	Schéma de cohérence territoriale
14	Loi climat et modification du SRADDET
16	Urbanisme
17	Système d'information géographique
18	Pays d'art et d'histoire
20	Contrat local d'éducation artistique
21	Marketing territorial
22	Candidature au patrimoine mondial
28	Contrat local de santé
32	Bureaux et comités syndicaux 2023 : liste des délibérations
34	Budget primitif et compte administratif
35	Équipe du Pays

Rapport d'activité paru en janvier 2024 - rapport à parution annuelle.

Directeur de publication : Jean-Marc Nèsmé - Rédactrice en chef : Dominique Fayard

Conception : Marie Dury

Impression : IGR

Photographies et illustrations : JSC Franc DSL-PETR Comzy, DOZ, Emilie Colin-Mission Tourisme, Julien Guiller-Lumière de verre, Adobe Stock, communes de Fleury-la-Montagne, Cronat et Chauffailles, PETR PCB : Dominique Fayard, Romain Millet, Aurélien Michel, Orane Vancoillie, Marie Dury.

Mot du Président



En cette année 2023, les contractualisations avec l'Etat et avec le conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté ont été reconduites au bénéfice des communes et des communautés de communes. Ce sont plusieurs millions d'euros qui devront être mobilisés pour des investissements dans des domaines très spécifiques.

Les services du Pays Charolais-Brionnais sont à votre disposition pour tous les renseignements dont les élus de nos 129 communes et de nos 5 communautés de communes ont besoin pour élaborer les dossiers toujours plus compliqués avant d'être transmis à nos partenaires financiers.

Il s'agit du CRTE (Contrat de relance et de transition écologique), du TEA (Territoires en action) et des Fonds européens (LEADER) sans compter les interventions ponctuelles du conseil départemental.

J'ai reçu au siège du Pays Charolais-Brionnais le vendredi 24 mars 2023, Monsieur Yves Séguy, Préfet de Saône-et-Loire et Madame Marie-Guite Dufay, Présidente du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, le mercredi 29 novembre 2023, tous deux intéressés par les contractualisations et les autres activités du PETR : urbansime et SCOT, santé, UNESCO, pays d'art et d'histoire, attractivité et communication.

Ces deux visites sont la reconnaissance de la pertinence du Pays Charolais-Brionnais et de ses actions au bénéfice de tous.

Jean-Marc NESME
Président du PETR du Pays Charolais-Brionnais

Mise en œuvre du projet de territoire à travers les contractualisations

Le projet de territoire est le socle sur lequel est adossée la stratégie territoriale. Il traduit la volonté politique de travailler de concert, d'intégrer et porter un destin en commun, de coordonner les politiques publiques pour tendre collectivement vers des objectifs définis. Il se décline ensuite en actions.

Ce projet est stratégique, dans la mesure où il projette à un horizon de 20/30 ans, sur la base d'un diagnostic partagé, les ambitions du territoire. C'est un projet du territoire pour le territoire et en premier lieu ses habitants et les acteurs locaux. Il est naturellement évolutif.

Ce projet est intégré. En effet, il a pour objet de rendre cohérent et d'articuler des outils contractuels et des dispositifs réglementaires, en accord avec le projet. Il est là pour donner du sens et narrer un récit territorial. Il renforce la cohésion entre les acteurs locaux.

Ce projet est partagé, car il est approprié par l'ensemble des acteurs locaux, habitants inclus, après une large mobilisation des acteurs socioprofessionnels, associatifs, élus, entrepreneuriaux et consulaires.

Source : ANPP, Panorama 2023 des Pôles territoriaux et Pays.

LE PROJET DE TERRITOIRE REPOSE SUR 4 GRANDS OBJECTIFS

- Préserver et mettre en valeur les marqueurs identitaires du Pays Charolais-Brionnais, en lien notamment avec la candidature Unesco,
- S'installer en Pays Charolais-Brionnais : améliorer l'accueil pour séduire de nouvelles populations et de nouvelles entreprises,
- Habiter au Pays Charolais-Brionnais : améliorer l'offre de logements et l'habitat dans une perspective de développement durable,
- Vivre au Pays Charolais-Brionnais : améliorer la qualité de vie des habitants, conforter l'existant en matière économique dans un contexte de transitions énergétique et écologique.



Il se décline dans **3 contrats** signés avec ses partenaires financiers :

- Europe (Programme LEADER),
- Etat, Département (Contrat de relance et de transition écologique, CRTE),
- Région (contrat Territoires en action, TEA).

Ces 3 contrats sont essentiels pour le territoire. En effet, ils permettent de mobiliser des enveloppes conséquentes pour financer des projets structurants portés par les communes, les communautés de communes et le PETR.

Ces contrats ont été préparés au cours des deux dernières années, 2022 et 2023.

Préparation des conventions LEADER et TEA

Le premier semestre 2023 a été consacré à la préparation des conventions des contrats LEADER et TEA. Ce travail a mobilisé les élus, les chargés de mission du PETR concernés, les DGS des communautés de communes et villes et communes du territoire ainsi que les services de la Région. De nombreux allers retours entre le PETR et la Région ont été nécessaires pour aboutir à des conventions répondant aux attentes des élus tout en respectant les règlements d'intervention et les conditions de chaque contrat.

Signature des conventions

Une cérémonie officielle de signature des deux conventions LEADER et TEA a été organisée au gymnase intercommunautaire à La Clayette le 29 novembre 2023 en présence de Marie-Guite Dufay, présidente de la Région Bourgogne Franche-Comté, de Jean-Marc Nesme, président du PETR du Pays Charolais-Brionnais et d'élus du territoire.



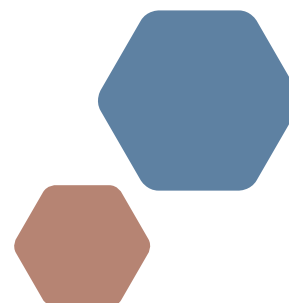
LES AUTRES DISPOSITIFS

D'autres dispositifs, permettant de mobiliser des financements, accompagnent la mise en œuvre du projet de territoire et les missions et actions portées par le Pays Charolais-Brionnais :

La convention Pays d'art et d'histoire (PAH), voir page 18,

Le contrat local d'éducation artistique (CLEA), voir page 20,

Le contrat local de santé (CLS), voir page 28.



Programme européen LEADER



QU'EST-CE QUE ?

Leader, Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale, est un programme de financement européen à destination des territoires ruraux pour des projets structurants et innovants, qui s'inscrivent dans une stratégie locale, ayant un effet de levier sur le développement de l'attractivité du territoire et des services à partir des ressources paysagères et patrimoniales.

Les projets bénéficiant de la démarche LEADER sont financés par les crédits FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) et s'appuient sur un partenariat entre acteurs publics et privés.

2023 : démarrage d'un nouveau programme

Après le dépôt d'une candidature le 21 juillet 2022, l'audition des représentants du PETR du Pays Charolais-Brionnais par les services de la Région le 6 octobre 2022, la stratégie proposée par le PETR du Pays Charolais-Brionnais pour le programme LEADER 2023-2027 a été acceptée par la Région le 26 janvier 2023.

L'année 2023 a été marquée par la préparation de la convention nécessaire à l'engagement du Pays Charolais-Brionnais dans le nouveau programme LEADER 2023-2027. Ce travail a mobilisé les services du PETR qui ont travaillé avec les services de la Région. La préparation des fiches-actions et des annexes à la convention a nécessité de respecter les nombreuses réglementations en vigueur. En outre, il a fallu articuler les fiches-actions du programme LEADER avec celles du contrat TEA (Territoires en action).



La présidente du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté, Madame Marie-Guite Dufay, et le président du PETR du Pays Charolais-Brionnais, Monsieur Jean-Marc Nesme, ont signé la convention relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre de l'intervention « 77.05 : LEADER » du Plan Stratégique National le 22 août 2023. Une cérémonie officielle de signature a été organisée le 29 novembre 2023 au gymnase intercommunal à La Clayette en présence des élus du territoire.

PROGRAMME 2023-2027

La convention

La convention relative au programme LEADER 2023-2027 prend effet à compter du 2 février 2023 et jusqu'au terme de la période de programmation du FEADER ayant débuté en 2023.

La convention précise :

- La stratégie de développement local « LEADER » comprenant son descriptif, le territoire éligible retenu, le plan d'action décliné en fiches-actions et le plan financier correspondant ;
- Les conditions de la subdélégation des tâches de l'organisme payeur définies par l'Autorité de gestion régionale ;
- Les obligations respectives des différentes parties précisant les dispositions et la répartition des tâches de fonctionnement, de gestion de contrôle et de suivi.

Enveloppe allouée au Charolais-Brionnais

Le montant de l'enveloppe FEADER allouée au Groupe d'action locale (GAL) du Pays Charolais-Brionnais pour la période 2023-2027 s'élève à **1 625 246 €**.

Cette enveloppe est répartie entre les 6 fiches-actions selon le plan financier prévisionnel suivant :

- ♦ FA 1 : Fonctionnement et animation du GAL : 300 246 €
- ♦ Mise en œuvre des stratégies et coopération dans LEADER : 1 325 000 €, à répartir au fil de la programmation entre les 5 fiches-actions « projets » :
 - o FA 2 : Accompagner le territoire dans l'adaptation au changement climatique,
 - o FA 3 : Développer l'offre de services à la population,
 - o FA 4 : Développer l'offre d'équipements sportifs, de loisirs et culturels,
 - o FA 5 : Gérer le paysage culturel de l'élevage bovin,
 - o FA 6 : Coopérer pour valoriser les atouts culturels et patrimoniaux du Charolais-Brionnais.

COMITÉ DE PROGRAMMATION



Un nouveau comité de programmation a été constitué, dont le rôle consiste à accompagner la mise en œuvre du programme en se prononçant et en votant sur les dossiers examinés en séance.

Il est composé de 32 membres :
- 16 élus issus du PETR (président, vice-présidents, présidents des 5 intercommunalités membres du PETR) : 8 titulaires et 8 suppléants,
- 16 acteurs privés impliqués dans les actions et projets en faveur du territoire (chefs d'entreprises, responsables d'associations, etc) : 8 titulaires et 8 suppléants.

Collège des élus : 8 titulaires et 8 suppléants

Titulaires	Suppléants
Pierre Berthier, Maire de Charolles Vice-président du PETR en charge des contractualisations	Jean-Marc Nesme, Maire de Paray-le-Monial Président du PETR
Gérald Gordat, Président de la CC Le Grand Charolais	Marie-France Mauny, Maire de Saint-Agnan
Dominique Lotte, Président de la CC Entre Arroux Loire et Somme Vice-président du PETR en charge de l'économie	Jean-Pierre Raulo, Maire de Cressy-sur-Somme
Arnaud Durix, Maire de Saint-Symphorien-des-Bois	Stéphanie Dumoulin Présidente de la CC Brionnais Sud Bourgogne
David Cordeiro, Maire d'Iguerande Vice-président du PETR en charge du SCoT et de l'urbanisme	François de Bélizal, Maire de Sarry Vice-président du PETR en charge de la candidature UNESCO et du PAH
Denis Prost, Président de la CC de Marcigny	Edith Gueugneau, Maire de Bourbon-Lancy
Jean-Claude Ducarre, Maire de Melay	Jean-Marc Pommier, Maire d'Anzy-le-Duc
Elisabeth Ponsot, Maire de Saint-Yan	Georges Bordat, Maire de l'Hôpital-le-Mercier

Collège des acteurs privés : 8 titulaires et 8 suppléants

Titulaires	Suppléants
Virginie Juteau, Architecte conseil CAUE de Saône-et-Loire	Cécile Bertin, Directrice ARC Scène nationale du Creusot
Alexis Meyer, Directeur Office de tourisme et du thermalisme de Bourbon-Lancy	Flavien Fuchey, Directeur de DivertiParc Toulon-sur-Arroux
Aurélien Thériaud, Chargé de mission GPECT Mission locale du Charolais Gueugnon	Francine Demeslay, Directrice Maison France services / PIMMS Chauffailles
Jean-Jacques Lahaye, Vice-président Chambre d'agriculture de Saône-et-Loire	Arnaud Decompoix, Directeur Maison familiale rurale d'Anzy-le-Duc
Jérôme Lamy, Expert-comptable Cabinet Exco Hesio Paray-le-Monial	Nathalie Hoël, Directrice générale Intermarché Digoïn
Roland Salvi, Ancien directeur Papillons blancs Paray-le-Monial	Paul Dumont, Maison France services Toulon-sur-Arroux
Christine Bernard, Médecin AR2S (Réseau de santé du Pays Charolais-Brionnais)	Michel Perche, Maison d'hôtes Le Clos des étoiles Paray-le-Monial
Bernard Ponceblanc, Président Comité départemental olympique et sportif de Saône-et-Loire	Denis Janvier, Chef de secteur Charolais-Brionnais GROUPAMA Rhône-Alpes Auvergne

Ce nouveau comité de programmation s'est réuni pour la première fois le 26 octobre 2023 dans les locaux du PETR pour :

- ♦ Approuver la convention Leader 2023-2027 et ses annexes,
- ♦ Voter le règlement intérieur du comité de programmation,
- ♦ Voter les grilles de sélection des projets,
- ♦ Voter le règlement d'intervention du GAL du Pays Charolais-Brionnais.

Programme européen LEADER



Pour déposer votre dossier

Vous voulez déposer un dossier Leader pour financer votre projet ? Voici la procédure :

- 1- Compléter et signer la lettre d'intention transmise par notre gestionnaire Leader,
- 2- Apposition du visa du GAL du Pays Charolais-Brionnais,
- 3- Envoi de votre lettre d'intention à la Région, selon les indications fournies par nos services,
- 4- Envoi d'un accusé de réception fixant la date de début d'éligibilité des dépenses par le service instructeur régional,
- 5- Dépôt dématérialisé de votre demande d'aide complète sur le portail EURO-PAC, opérationnel à partir du 2^{ème} trimestre 2024,
- 6- Calcul de la subvention Leader après instruction de votre dossier par la Région, en prenant en compte chaque cofinancement et ses montants de plafond des dépenses éligibles.

Contact gestionnaire Leader : Gaëlle Narboux
Tel : 03.68.89.05.34 – leader@charolais-brionnais.fr

FIN DE GESTION DU PROGRAMME 2014-2022

7 dossiers ont été payés en 2023 :

- Ingénierie Leader PETR 2022 : 52 732,15 €
- Cantine et équipements périscolaires à Iguerande : 78 599,44 €
- Extension gymnase intercommunal à La Clayette : 150 748,24 €
- Aménagement base de loisirs à Vendenesse-sur-Arroux : 126 899,96 €
- Création magasin de producteurs à Chauffailles : 34 957,88 €
- Saison culturelle 2017-2018 de L'Arc scène nationale du Creusot : 16 430,52 €
- Saison culturelle 2018-2019 de L'Arc scène nationale du Creusot : 21 454 €



Fleury-la-Montagne
Logements



Cronat
Restaurant scolaire



Chauffailles
Magasin de producteurs

Avancées des paiements au niveau de la Région Bourgogne Franche-Comté

Selon les informations communiquées par la Région le 12 octobre 2023 :

- ♦ 72 % des dossiers LEADER programmés font l'objet d'un dépôt d'une demande de paiement à la Région,
- ♦ 54 % des demandes de paiement reçues à la Région ont été traitées et envoyées à l'ASP,
- ♦ 39 % des dossiers LEADER programmés sont envoyés à l'ASP,
- ♦ Une équipe technique importante est mobilisée en Région pour traiter les paiements restants 2014-2022 : 19 gestionnaires ont été formés début 2023 à l'instruction des demandes de paiements.

Contrat Territoires en action

TEA

Le contrat TEA couvre la période 2022-2028.

La Région a alloué au Pays Charolais-Brionnais une enveloppe de 3 714 276 €.

La politique régionale en faveur de la différenciation territoriale a permis à la Région de soutenir davantage les bassins de vie qui présentent des fragilités territoriales, dont fait partie le Charolais-Brionnais, et d'abonder l'enveloppe en conséquence.

Maquette financière en investissement par axes d'intervention

Axe d'intervention	Période 2022-2026	
	Montant (date limite de dépôt des demandes de subvention : 31/12/2025)	%
Axes obligatoires		
Axe 1 Accompagner le territoire dans l'adaptation au changement climatique	1 857 138,00 €	50,00 %
Axe 2 Conforter l'attractivité par le développement de l'offre de services à la population	855 710,40 €	23,04 %
Axes optionnels		
Axe 3 Faciliter l'accès à la santé pour tous	80 000,00 €	2,15 %
Axe 4 Favoriser les mobilités durables du quotidien	300 000,00 €	8,08 %
Axe 5 Candidature UNESCO	250 000,00 €	6,73 %
Part de crédits de l'enveloppe non affectée	371 427,60 €	10,00 %
Enveloppe totale du contrat	3 714 276,00 €	100,00 %

Le contrat se décline en 5 axes, dont 2 sont obligatoires :

- ♦ accompagner les territoires dans l'adaptation au changement climatique,
- ♦ conforter l'attractivité par le développement de l'offre de services à la population,

et 3 sont optionnels :

- ♦ mobilités,
- ♦ santé pour tous,
- ♦ axe proposé par le territoire : candidature UNESCO.

La priorité du contrat est l'accompagnement du territoire dans l'adaptation au changement climatique. Ainsi, tous les projets qui y seront inscrits devront obligatoirement respecter les écoconditions telles que définies dans un cahier des charges mis à disposition des porteurs de projet par la Région et disponible sur son site Internet.

Processus à suivre pour chaque projet ou action :

- ✓ Identification du projet (par le PETR en lien avec les CC)
- ✓ Rédaction de la fiche projet/action fournie par la Région
- ✓ Envoi de la fiche aux services de la Région
- ✓ Analyse de la fiche par les services de la Région et retour vers le PETR
- ✓ Inscription du projet en comité de programmation (= comité syndical du PETR), celui-ci doit se tenir 6 semaines minimum après envoi de la fiche aux services de la Région
- ✓ Envoi de la délibération par le PETR à la Région
- ✓ Validation par les services de la Région
- ✓ Dépôt de la demande de financement par le porteur de projet sur la plateforme régional AIR

EN 2023

2 projets ont été proposés à la Région par les élus du PETR du Pays Charolais-Brionnais, réunis en comité syndical le 9 octobre, pour être inscrits au contrat TEA :

♦ La réhabilitation de l'ancienne gendarmerie à Semur-en-Brionnais, projet porté par la communauté de communes de Semur-en-Brionnais

♦ L'action de recherche de nouveaux médecins, action portée par le PETR du Pays Charolais-Brionnais

Contrat de relance et de transition écologique

CRTE

Le CRTE a été signé le 3 janvier 2022 par le préfet de Saône-et-Loire, Julien Charles, le président du PETR du Pays Charolais-Brionnais, Jean-Marc Nesme et le président du Conseil départemental de Saône-et-Loire, André Accary, pour la période 2022-2026.

Le CRTE se décline en 12 orientations elles-mêmes déclinées en objectifs opérationnels :

A – Reconnaître l'espace agricole comme la composante essentielle de l'espace du Charolais-Brionnais

1. Préserver le foncier agricole en évitant le mitage
2. Accompagner le montage du dossier UNESCO, notamment l'élaboration du plan de gestion
3. Accompagner les actions de promotion et de mobilisation de la population (candidature UNESCO)
4. Accompagner les projets de valorisation et de restauration du patrimoine naturel
5. Lutter contre la fragmentation des continuités écologiques

B – Développer un tourisme durable en s'appuyant sur les richesses paysagères, patrimoniales, culturelles et agricoles

1. Accompagner les actions de restauration et de mise en valeur des patrimoines
2. Accompagner les aménagements touristiques
3. Accompagner les aménagements touristiques à vocation d'itinérance
4. Coopérer avec les territoires voisins pour développer une offre et des équipements touristiques

C – Organiser un développement maîtrisé des énergies renouvelables et des filières vertes

1. Définir des secteurs stratégiques pour accueillir les énergies renouvelables
2. Accompagner les projets de valorisation des haies
3. Accompagner les projets d'hydroélectricité
4. Réduire la dépendance énergétique du territoire
5. Réduire l'empreinte carbone du territoire

D – Contribuer à la préservation de la ressource en eau et à la gestion des risques

1. Accompagner l'amélioration des réseaux d'alimentation en eau potable
2. Accompagner l'amélioration des réseaux d'assainissement et la gestion des eaux pluviales
3. Appréhender le risque d'inondation
4. Reconquérir la qualité des eaux de surface et souterraines

E – Poursuivre le développement de l'accessibilité du territoire et améliorer les interconnexions

1. Maintenir et améliorer la desserte du territoire (routière et ferroviaire)
2. Améliorer la couverture numérique du territoire (téléphonie mobile et fibre)

F – Conforter les activités économiques existantes et accueillir des activités complémentaires

1. Contribuer au maintien des commerces et services de proximité
2. Soutenir le développement commercial dans les centres-bourgs
3. Aménager et requalifier les zones d'activités existantes
4. Favoriser les échanges entre les acteurs économiques

G – Accompagner et soutenir les évolutions de l'agriculture

1. Faciliter les installations et transmissions d'activités
2. Accompagner le développement de la pluriactivité agricole

3. Encourager l'utilisation de méthodes durables pour l'agriculture
4. Développer les circuits courts et démarches de proximité
5. Accompagner le développement d'outil de transformation et/ou de commercialisation
6. Accompagner la filière bois et le développement de bois bocager

H – Accompagner et soutenir les mutations industrielles

1. Accompagner les entreprises dans leurs projets
2. Promouvoir les filières locales
3. Mener des actions dans le cadre du dispositif "Territoire d'industrie"
4. Mener des actions de promotion (participation à salons...)

I – Créer des conditions favorables à l'emploi, la formation et l'insertion

1. Accompagner les projets de création de logements pour les apprentis et étudiants
2. Accompagner le développement des savoir-faire et compétences en matière de restauration du patrimoine, d'habitat, d'artisanat...
3. Contribuer à la GPECT du Charolais-Brionnais
4. Accompagner les projets de chantiers d'insertion
5. Accompagner le développement d'espaces de coworking

J – Organiser un développement équilibré du territoire et relever le défi d'une mobilité durable

1. Aménager des aires de covoiturage
2. Développer les bornes de recharge électrique
3. Conforter les bourgs centres identifiés dans l'armature urbaine du SCoT (habitat, services, équipement)
4. Améliorer le cadre et les équipements urbains
5. Favoriser les mobilités alternatives à la voiture individuelle
6. Faciliter les mobilités douces au sein des pôles urbains
7. Développer et sécuriser les axes cyclables

K – Construire et requalifier des bâtiments durables, attractifs et adaptés à la diversité des besoins

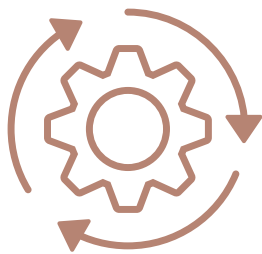
1. Accompagner les projets d'habitat durable
2. Accompagner les projets créant de la solidarité intergénérationnelle et de la cohésion territoriale
3. Accompagner des projets économes en foncier
4. Réutiliser et adapter le bâti existant (habitat, agricole, économique)
5. Accompagner les projets de rénovation énergétique des bâtiments et espaces publics

L – Conforter et promouvoir l'offre de santé, de services et équipements sur l'ensemble du territoire et poursuivre une politique d'accueil volontariste

1. Garantir l'accès aux services publics
2. Améliorer la démographie médicale et faciliter l'accès aux soins
3. Améliorer la sécurité et/ou l'accessibilité des services et équipements
4. Promouvoir l'accès au sport, aux loisirs et à la culture
5. Mettre en œuvre des actions de mise en valeur du territoire

En 2023...

8
projets



La deuxième programmation annuelle, en 2023, a vu le financement de 8 projets pour un montant total de crédit de l'Etat de 2 298 094 €.



Les projets financés sont les suivants :

Action	Maître d'ouvrage
Construction d'une maison de santé pluridisciplinaire à Marcigny	CC de Marcigny
Réhabilitation du bâtiment de l'ancienne gendarmerie à Semur-en-Brionnais	CC de Semur-en-Brionnais
Installation d'un chauffage solaire par moquette au sol à la piscine de Chauffailles	CC Brionnais Sud Bourgogne
Travaux d'aménagement de la promenade St Nicolas (2 ^{ème} tranche du kiosque à l'avenue Perrier)	Ville de Charolles
Aménagement touristique de l'aire de loisirs du parc du château	Ville de Chauffailles
Construction d'un abattoir de volailles et d'un atelier de transformation de volailles	Ville de Saint-Bonnet-de-Joux
Construction d'une micro-crèche	Commune de Saint-Symphorien-des-Bois
Aménagement de l'accueil touristique et création d'une aire de stationnement paysagée	Commune de Semur-en-Brionnais

Pour rappel, en 2022, 11 projets avaient été inscrits au CRTE pour un montant total de crédits de l'Etat de 2 165 589 €.

Schéma de cohérence territoriale SCoT

La modification du SCoT

La modification du SCoT est une obligation, prévue par le Code de l'Urbanisme, et fait suite à l'évaluation réalisée en 2020.

Une évolution du document était nécessaire notamment dans l'intérêt de la candidature au patrimoine mondial. En effet, le cadre fixé par le SCoT, et décliné dans les PLUi, constituera un volet du plan de gestion du futur Bien.

La modification a été réalisée en interne. Ce travail a été assuré par la chargée de mission SCoT, avec l'aide d'une alternante en Master 2 en droit de l'urbanisme au premier semestre 2023, et en lien étroit avec les chargés de mission Unesco.

La modification visait à construire, avec les élus et les partenaires, un cadre renouvelé concernant les points objets de la modification :

EVOL 1 - Prise en compte du périmètre du futur Bien

EVOL 2 - Renforcement des prescriptions sur la qualité paysagère et architecturale (entrée de ville)

EVOL 3 - Actualisation des cartes et intégration de la nouvelle commune (Le Rousset-Marizy) dans l'armature urbaine

EVOL 4 - Précision des objectifs des politiques publiques d'implantation commerciale, d'équipements structurants

EVOL 5 - Amélioration de la mise en œuvre des nouvelles mobilités à l'échelle du bassin de mobilité, dans le cadre de la prise de compétence par les communautés de communes.

EVOL 6 - Prise en compte du SDAGE Loire-Bretagne.

EVOL 7 - Précisions sur les règles d'implantation des équipements de production d'énergies renouvelables

EVOL 8 - Renforcement des prescriptions en matière de rénovation énergétique et de développement des énergies renouvelables (sur le bâti)

EVOL 9 - Bon usage des STECAL afin de limiter le mitage.

Le dossier de modification a été soumis à l'autorité environnementale et aux Personnes Publiques Associées (PPA) au cours de l'été 2023.



L'Etat a demandé :

1. Relativement à la prise en compte de la candidature UNESCO et à la qualité architecturale et paysagère, des prescriptions plus précises et l'extension des prescriptions à l'ensemble du territoire.

2. La prise en compte de la loi d'accélération de production des énergies renouvelables (ENR) « quand elle impacte les prescriptions du SCoT ».

3. Sur les objectifs d'implantation commerciale : une définition des « périmètre de centralité », « périmètre de sauvegarde », une précision sur les secteurs d'implantation périphériques (SIP).

4. Le renforcement des inventaires et études liés aux domaines de l'eau et des milieux aquatiques (eaux pluviales, assainissement, risque inondation, zones humides...) et globalement la prise en compte du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027.

5. L'affirmation des objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (partie réglementaire du SCoT) par la transformation de recommandations en prescriptions.



À la suite de ces consultations, le dossier de modification du SCoT, accompagné des avis reçus, a été soumis à l'enquête publique entre le 20 septembre et le 23 octobre 2023.

Les thèmes principaux abordés au cours de l'enquête publique ont été les suivants :

- ♦ Le déploiement des énergies renouvelables sur le territoire, leur impact sur le paysage et le tourisme et leur implantation en zone agricole ou en forêt,
- ♦ La mobilité et l'attractivité des bourgs,
- ♦ Des questions d'intégration des règles du SCoT aux documents inférieurs et procédures d'urbanisme.

À l'issue de ces travaux et des échanges post-enquête publique avec le PETR, l'avis de la commissaire enquêtrice est un AVIS FAVORABLE sur le projet de modification n°1 du SCoT du Pays Charolais-Brionnais, assorti de 4 réserves.

Le président du PETR et le vice-président ont répondu point par point aux demandes de la commissaire enquêtrice de façon à prévoir de lever toutes ces réserves lors du vote final de la modification par les élus du comité syndical prévu en 2024.

Plusieurs éléments de contexte conduisent à reporter le vote final de la modification au printemps 2024 :

- ♦ L'étude d'Aire d'influence paysagère (AIP) concernant l'impact de l'éolien sur le futur Bien Unesco n'est pas encore achevée : de ses résultats dépendent la rédaction de certaines prescriptions du SCoT.

- ♦ Les décrets d'application de la loi APER ne sont pas encore parus et vont donner une définition officielle de l'agrivoltaïsme, question au cœur des enjeux de la modification. Cela modifiera les lignes directrices de la CDPENAF sur le sujet.

- ♦ L'attente des résultats de la définition des zones favorables aux ENR par les communes, à la suite du recensement demandé par la loi APER avant le 31/12/2023. Le SCoT prévoit à ce jour des zones d'exclusion afin de protéger les espaces agricoles du territoire et les paysages. Des échanges réguliers avec les communautés de communes en charge des PLUi et ayant pris en charge l'animation de la définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables suite à la loi du 20 juillet 2023 ont été nécessaires afin de cadrer l'évolution des prescriptions et recommandations du SCoT sur ce sujet.

PLUS D'INFOS

Le dossier de modification et le rapport d'enquête publique sont disponibles sur le site du PETR :

<https://www.charolais-brionnais.fr/modification.html>

Si les travaux de la modification du SCoT n'ont pas encore pour objet la mise en œuvre des objectifs issus de la Loi Climat, ces questionnements sont déjà au cœur des débats et permettent d'amorcer l'étape suivante : la révision du SCoT pour y intégrer la trajectoire « Zéro Artificialisation Nette ».

La révision du SCOT

À la suite de la modification, la révision du SCoT sera engagée en 2024.

Cette révision est obligatoire :

- ♦ suite à l'évaluation qui en a été faite en 2020 et concluant à la nécessité de réviser à la demande de l'Etat,

- ♦ pour se mettre en compatibilité avec la trajectoire « ZAN » voulue par la Loi Climat et résilience.

La réflexion a été amorcée en 2023 dans le cadre d'échanges préalables avec les services de l'Etat ainsi que pour la préparation budgétaire 2024 qui a imposé dès l'automne 2023 une réflexion sur les modalités de la révision, les attentes et contraintes par rapport à cette procédure, et son coût dans un contexte budgétaire contraint.

Avis SCoT rendus en 2023

Plusieurs avis ont été rendus en 2023 :

♦ Avis en CDAC :

Objet : projet de déménagement avec extension de la surface de vente du magasin Chaussée de Paray-le-Monial

Modalités : réunion CDAC le 12/01/2023, avis favorable.

♦ Avis dans le cadre de la consultation sur la modification du SRADDET BFC

Objet : Loi Climat et modification du SRADDET Bourgogne Franche-Comté : modification du SRADDET BFC, avis consultatif sur la territorialisation des objectifs de réduction des consommations foncières. Modalités : Envoi d'un courrier du Président sur avis du Bureau du PETR, avis défavorable (pas de choix émis parmi les scénarios proposés).

♦ Avis sur la révision du PPRI Loire secteur 3

Objet : Révision du PPRI Loire secteur 3 (autour de Bourbon-Lancy)

Modalités : Délibération en comité syndical, avis favorable avec remarques.



Loi climat

et modification du SRADDET Bourgogne Franche-Comté

Le SRADDET Bourgogne Franche-Comté est en cours de modification. Le travail de modification a commencé en 2022. Le PETR y participe activement. Il s'agit notamment d'intégrer les objectifs de réduction de 50 % des consommations foncières prévus par la loi Climat sur la période 2021-2031.

Rappel des objectifs de la loi Climat du 22 août 2021 en ce qui concerne l'artificialisation des sols

Le rythme d'artificialisation devra être divisé par deux d'ici 2030 par rapport à la période de référence 2011-2021. Le zéro artificialisation nette (ZAN) devra être atteint d'ici 2050. Cet objectif sera décliné dans les territoires via les documents d'urbanisme.

Les délais de « climatisation » des documents

1. entrée en vigueur des SRADDET, SAR, SDRIF et PADDuC avant le 22 novembre 2024
2. entrée en vigueur des SCoT « climatisés » avant le 22 février 2027
3. entrée en vigueur des PLU et cartes communales « climatisés » avant le 22 février 2028

Rappel des effets du non-respect des délais de « climatisation »

1. Si le SRADDET « climatisé » n'entre pas en vigueur avant le 22 novembre 2024

Les SCoT (et PLU en l'absence de SCoT) doivent engager une procédure tendant à intégrer l'objectif national de réduction de moitié de la consommation foncière.

2. Si le SCoT « climatisé » n'entre pas en vigueur avant le 22 février 2027

Les « ouvertures à l'urbanisation » sont suspendues (celles qui sont listées à l'art. L. 142-4 du Code de l'Urbanisme et qui sont interdites en l'absence de SCoT).

3. Si le PLU ou la carte communale « climatisé » n'entre pas en vigueur avant le 22 février 2028

Aucune autorisation d'urbanisme ne peut être délivrée dans les zones à urbaniser des PLU ou dans les secteurs constructibles des cartes communales jusqu'à l'entrée en vigueur du document « climatisé » :

- ♦ zones AU délimitées après le 1^{er} juillet 2002
- ♦ zones A ainsi que les zones N
- ♦ secteurs non constructibles des cartes communales
- ♦ projets hors parties actuellement urbanisées dans les communes sans document d'urbanisme

Dans un premier temps, les travaux de la modification du SRADDET avaient conduit à prévoir la possibilité pour le Charolais-Brionnais de consommer 252 hectares sur cette période (attention les consommations actuelles, depuis 2021, entreront dans le bilan de la période).

Désormais, la Loi Climat et résilience, modifiée par la loi du 20 juillet 2023, impose au SRADDET de traduire les objectifs de territorialisation du ZAN au sein des territoires régionaux, avec les contraintes suivantes :

- ♦ Principe de mutualisation d'une enveloppe foncière entre les régions pour décompter les Projets d'Envergure Nationale ou Européenne (PENE). En Bourgogne Franche-Comté, ce prélèvement pèse 520 hectares sur une enveloppe de 5 771 hectares, ce qui porte l'objectif régional de réduction à 54,5 % au lieu des 50 % prévus par la loi Climat.
- ♦ Instauration d'une « garantie communale », droit foncier de 1 hectare par commune. Ainsi, 3 769 hectares sont réservés, à l'échelle régionale, à la garantie communale (sur une enveloppe totale de 5 200 hectares).
- ♦ Création obligatoire d'une conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols. La première réunion aura lieu en janvier 2024.

Le CALENDRIER



Le calendrier imposé par la loi du 20 juillet 2023 impose une mise en œuvre rapide

- ♦ Janvier 2024 : conférence régionale de gouvernance pour présentation du modèle de répartition retenu et consultation sur la liste des PENE arrêtée par l'État
- ♦ Janvier 2024 : arrêt du SRADDET modifié
- ♦ Printemps 2024 : consultation officielle des PPA et mise à disposition numérique du dossier

BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ

ICI 2050

La consultation proposée aux territoires concernant le scénario de territorialisation s'achevait le 1^{er} décembre 2023. Les trois options suivantes sont proposées au Pays Charolais-Brionnais :

Scénario	Critères	Projection 2021-2031	Garantie rurale	Taux d'effort
Scénario 1	Modèle antérieur redressé avec la garantie communale	200 ha	130 ha	63,9 %
Scénario 2	Répartition en fonction de l'armature urbaine régionale, les spécificités et le principe de solidarité	211 ha	130 ha	61,9 %
Scénario 3	3 strates de territoires selon le taux d'effort (PCB dans la strate avec le taux le plus élevé)	220 ha	130 ha	60,3 %

La déclinaison de la garantie communale dans les PLUI est la seule échelle qui permette de déroger en proposant, avec l'accord des communes concernées, une répartition différente de « 1 hectare par commune ».

Depuis le 28 novembre 2023, trois nouveaux décrets sont parus au Journal Officiel pour préciser les attendus de la mise en œuvre du ZAN. Aussi, le décret n° 2023-1097 du 27 novembre 2023, relatif à la mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols, précise que « des règles différenciées peuvent être définies afin d'assurer la déclinaison des objectifs entre les différentes parties du territoire en tenant compte des périmètres des schémas de cohérence territoriale ».

Le Bureau du PETR réuni le 1^{er} décembre 2023 a décidé de ne pas prendre position pour l'un des trois scénarios proposés, constatant que le décret du 27 novembre 2023 n'impose plus de territorialisation des objectifs et que les calculs proposés tendent à créer des déséquilibres importants sur le territoire régional. Un courrier en ce sens a été envoyé par le Président du PETR à la Présidente de la Région.

Urbanisme

Activité du service urbanisme en 2023

En 2023, le service urbanisme a accueilli 2 nouveaux agents instructeurs :

- ♦ Aurélie Boulogne, arrivée le 1^{er} juillet, en remplacement de David Bueno
- ♦ Xavier Laval, arrivé le 1^{er} septembre, en remplacement de Noémie Corbin.

Le renfort ponctuel apporté au cours de l'été a pris fin au mois de septembre. Il a permis d'absorber la surcharge de travail au sein du service pendant la vacance simultanée de 2 postes et la période des congés estivaux et ainsi de respecter les délais d'instruction.

Le nombre de dossiers traités en 2023 dépasse le nombre de dossiers traités au cours de l'année 2022. 2 144 dossiers ont été instruits en 2023 contre 1 980 pour l'année 2022.

Évolution du nombre de dossiers traités en 2023

2023	Cu	Pc	Dp	Pa	Pd	Trans- fert	Modifi- catif	Retrait	Acces- sibilité	Prolon- gation	Total mois
Janv.	12	33	108	1	2	5	4	0	5	0	170
Février	12	34	112	1	0	0	4	0	9	0	172
Mars	4	58	161	2	5	1	3	2	8	0	244
Avril	7	42	126	2	2	0	2	0	6	0	187
Mai	10	30	119	2	1	1	3	4	9	0	179
Juin	14	46	147	1	1	3	9	3	9	0	233
Juillet	16	27	92	0	0	0	6	1	10	2	154
Août	15	23	80	1	1	0	5	4	3	0	132
Sept.	11	28	145	0	0	0	6	2	4	0	196
Oct.	9	27	128	0	1	1	4	5	4	2	181
Nov.	6	21	105	0	2	0	5	8	5	3	155
Déc.	6	30	93	1	0	0	2	2	7	0	141
Total 2023	122	399	1416	11	15	11	53	31	79	7	2144

L'activité de conseil et de préparation des dossiers reste soutenue, notamment pour les Établissements Recevant du Public (ERP).

Au regard de l'avancée du PLUi de la communauté de communes Le Grand Charolais, dont la finalisation est prévue en 2025, il faudra envisager le renfort de l'équipe d'instruction au sein du service d'urbanisme pour traiter les dossiers de 27 communes supplémentaires.

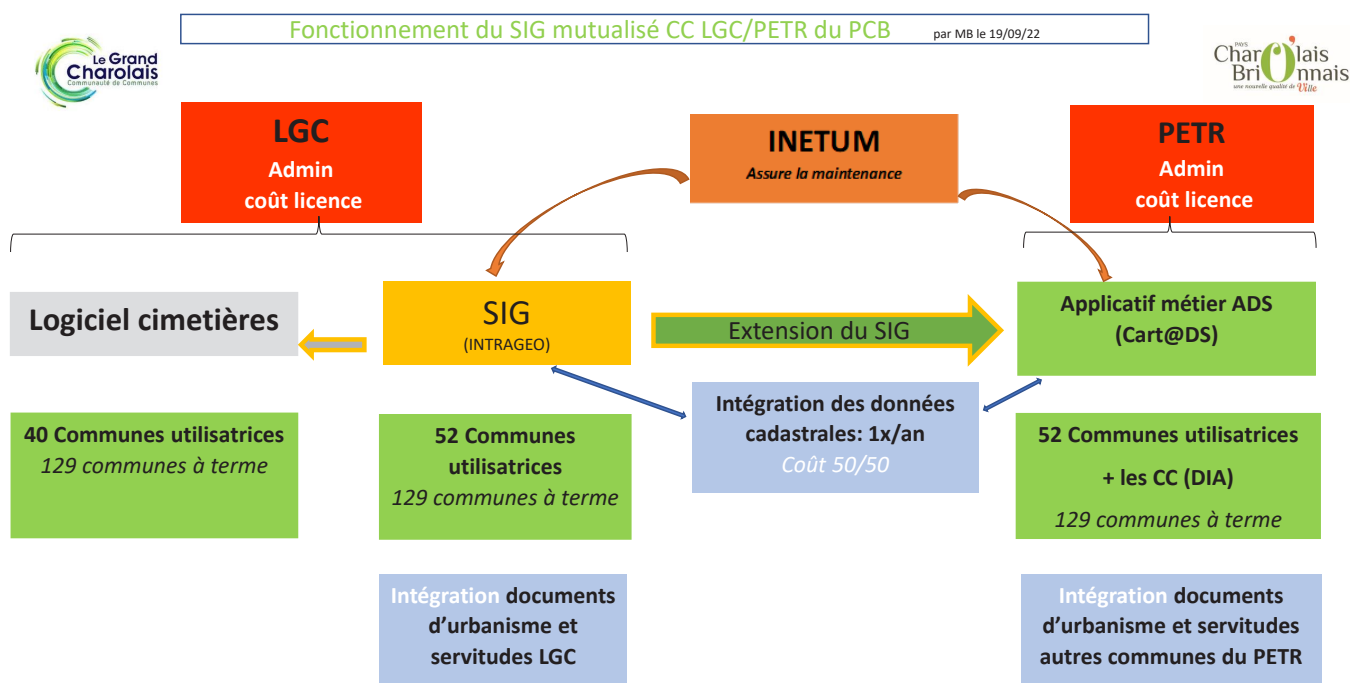
En raison d'un manque de moyens humains au sein de l'UDAP 71, Mme Marie Guibert, Architecte des bâtiments de France, a annoncé la suspension de ses permanences mensuelles pour une durée indéterminée à compter de janvier 2024. Un courrier a été envoyé par le Président du PETR au Préfet de Saône-et-Loire pour lui rappeler l'importance de cette présence régulière de l'ABF dans le territoire.

Système d'information géographique SIG

Les communes adhérant au service urbanisme du PETR pour l'instruction de leurs autorisations d'urbanisme connaissent déjà le logiciel « cart@ds » qui leur donne accès à des cartographies en ligne pour le cadastre et leur document d'urbanisme.

Ces cartes fonctionnent en lien avec des bases de données permettant d'afficher et de traiter des informations : il s'agit d'un Système d'information géographique ou « SIG ».

Les conditions d'utilisation mutualisée du SIG, porté par la communauté de communes Le Grand Charolais, en lien avec le logiciel d'instruction des autorisations du droit des sols, porté par le PETR, seront précisées dans une nouvelle convention en début d'année 2024.

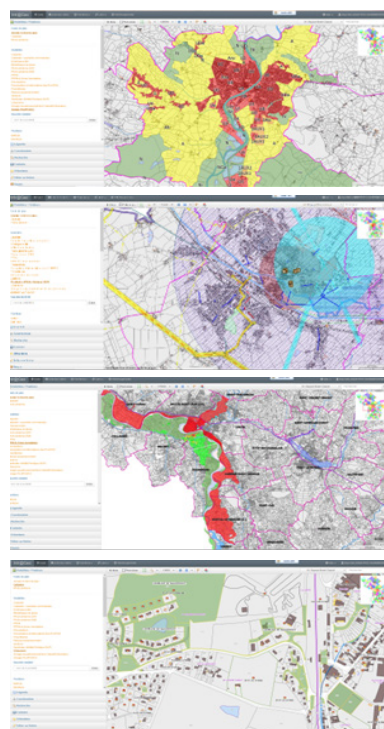


Par la suite, il conviendra d'envisager la signature de conventions tripartites entre le PETR, la communauté de communes Le Grand Charolais et les autres intercommunalités du Pays Charolais-Brionnais, afin de leur permettre un accès au Système d'information géographique en consultation par les autres communautés de communes du Pays, qui n'en sont pas dotées à ce jour.

Le SIG permet :

- ◆ la visualisation des données cadastrales,
- ◆ la visualisation des documents d'urbanisme et servitudes disponibles (périmètre MH, conduites de gaz...),
- ◆ la possibilité pour les communautés de communes de tenir un registre des DIA dans le logiciel cart@ds, avec dépôt dématérialisé,
- ◆ des accès communaux au logiciel afin de consulter le cadastre, pour les communes n'adhérant pas encore au service urbanisme (les communes adhérentes ont un accès automatique).

Plus tard, des accès complémentaires pour les communes à des logiciels « métier » dédiés (tels qu'un logiciel de gestion des cimetières), pourront être développés dans des conditions fixées en accord avec la communauté de communes Le Grand Charolais qui porte le logiciel SIG.



Pays d'art et d'histoire

La programmation estivale 2023

Comme chaque année, le Pays d'art et d'histoire du Pays Charolais-Brionnais, en partenariat avec les offices de tourisme, a proposé un programme d'animations qui a rencontré un véritable succès, comparable aux années d'avant Covid.

La programmation comprenait des **visites guidées, des conférences**, ainsi qu'une soirée festive à Issy-l'Evêque. Au total, près de **510 visiteurs ont suivi les visites**, soit une moyenne de 27 visiteurs par date. Des découvertes insolites ont pu être proposées, telles des visites nocturnes, des accès à des lieux inédits (dont le vieux-château de la Vesvre à Rigny-sur-Arroux ou l'hôtel Cudel de Montcolon à Marcigny) et des concepts ludiques, tels que « À tort ou à raison ».

Parallèlement, le Pays d'art et d'histoire a proposé un **escape-game « Archi en panique »** (conçu en partenariat avec le Pays d'art et d'histoire Entre Cluny et Tournus et l'entreprise Yesyourescape), dans 8 lieux du territoire avec un total de 21 cessions (sur 24 proposées) et 90 joueurs.

Le Pays d'art et d'histoire a également proposé un **cycle de conférences à la Maison Verneuil** à Paray-le-Monial. 140 personnes ont assisté aux conférences lors des 4 dates : 26 mai, 30 juin, 29 septembre et 27 octobre.

La programmation estivale du Pays d'art et d'histoire a bénéficié d'une bonne couverture presse, avec de nombreux articles parus dans les journaux locaux, ainsi que deux spots publicitaires diffusés par Radio Cactus.

À la suite du succès de la manifestation à Saint-Julien-de-Civry en 2022 et dans le but de continuer à valoriser les villages ruraux du Charolais-Brionnais, une soirée festive a été organisée **à Issy-l'Evêque**, le samedi 19 août. L'événement comprenait **une mise en lumière de l'ancien château des évêques et de l'église romane**, une exposition de métiers anciens, des visites commentées, de la musique traditionnelle, ainsi qu'une buvette et un coin restauration. La manifestation a attiré 300 personnes qui se sont réunies, entre 20 h et minuit, sur une place de l'église particulièrement vivante et animée.



LES ÉDITIONS 2023...

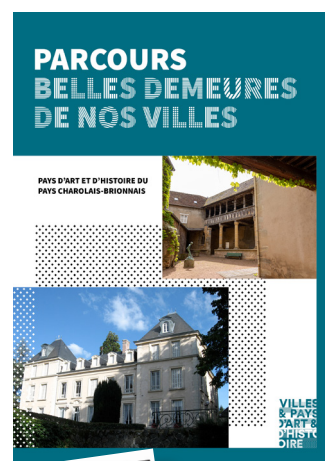


8 brochures et flyers
pour le Pays d'art et
d'histoire en 2023

Le PETR a accueilli Lauranne Félix, stagiaire en master, entre mars et juin. Elle a travaillé à la réalisation d'une brochure présentant les belles demeures du territoire à travers 6 parcours de ville. Recherches bibliographiques et archivistiques, synthèse des documents et conception graphique ont permis d'aboutir à une brochure de 28 pages permettant de découvrir ce patrimoine caractéristique de nos villes. La brochure a été imprimée à 2000 exemplaires. Elle est disponible dans les offices de tourisme du Charolais-Brionnais.

En 2023, le Pays d'art et d'histoire a décliné le parcours des Chemins du roman en anglais et en allemand. Il s'agissait d'une demande des offices de tourisme qui accueillent de nombreux visiteurs étrangers. Les versions anglaise et allemande ont été tirées à 1000 exemplaires chacune.

Enfin, pour les Journées Européennes du Patrimoine, les 16 et 17 septembre, le PETR a édité une brochure rassemblant l'ensemble de l'offre de découverte en Charolais-Brionnais. Elle a été tirée à 1500 exemplaires.



Les ateliers scolaires

L'année scolaire 2022-2023 a été riche en activités scolaires. Plusieurs écoles du Charolais-Brionnais ont fait appel aux guides-conférenciers du Pays d'art et d'histoire pour sensibiliser les élèves au patrimoine. Au total, **244 écoliers** de la maternelle au CM2 ont pu découvrir l'architecture romane et les paysages grâce à des visites thématiques et des ateliers pratiques et pédagogiques proposés gratuitement.



BON À SAVOIR

Le Pays d'art et d'histoire propose des activités pédagogiques toute l'année aux enseignants du territoire.

Contrat local d'éducation artistique CLEA

Depuis 2017, le Pays Charolais-Brionnais, labellisé Pays d'art et d'histoire depuis 2007, gère et organise un CLEA (Contrat local d'éducation artistique). Ce dispositif vise à favoriser la création artistique in situ, développer des actions de médiation auprès du public scolaire et sensibiliser les élèves à notre patrimoine.

Les actions 2023

L'année scolaire 2022-2023 était la dernière année du deuxième CLEA du Pays Charolais-Brionnais. Le dispositif s'est installé dans la communauté de communes Entre Arroux, Loire et Somme.

L'arc - scène nationale Le Creusot et le Pays Charolais-Brionnais ont accueilli la compagnie Melampo, originaire de Dijon. La Compagnie Melampo œuvre au développement de spectacles à destination du jeune public. Pour la résidence en Charolais-Brionnais, elle proposait la création d'un spectacle intitulé La mue - kamishibai à vélo destinée aux enfants à partir de 2 ans. Celui-ci sera définitivement créé au premier semestre 2024 sous le nom Les forces rondes.

La résidence s'est déroulée en 4 semaines. Chacune d'elle avait un thème spécifique :

- ♦Semaine 1 : L'illustration dans l'espace public - 16 au 20 janvier 2023
- ♦Semaine 2 : La parole : cartes postales poétiques - 13 au 17 février 2023
- ♦Semaine 3 : Vivre l'espace public - 24 au 28 avril 2023
- ♦Semaine 4 : Le son/rythme du départ - 12 au 17 juin 2023

Ces semaines de création ont permis à la compagnie de travailler le spectacle, d'y associer les enfants, en proposant des activités pédagogiques en rapport, mais aussi d'associer les habitants et professionnels du territoire.

La résidence s'est achevée par un temps convivial où parents, enfants et partenaires avaient été conviés. La compagnie a proposé une balade à vélo autour du plan d'eau du Breuil à Bourbon-Lancy. Le parcours était ponctué de 4 étapes en écho aux 4 semaines de résidences. Chaque étape fut l'occasion de revenir sur les temps forts de chaque semaine de résidence. Les participants ont été invités à créer un serpent géant au niveau du skate-park.



ET POUR 2024...

Le printemps 2023 a été l'occasion de réfléchir à la reconduction du CLEA. Après des échanges entre les élus et la DRAC, le comité syndical du PETR s'est prononcé en faveur d'une reconduction du dispositif pour la période 2023-2026.

Le nouveau CLEA conserve le principe de résidence de création sur le territoire mais des liens plus forts entre les partenaires seront à créer notamment pour la co-construction des résidences. La DRAC apportera toujours un soutien financier annuel de 30 000 €.

En 2023-2024, les territoires du Brionnais seront concernés. La compagnie Pernette, basée à Besançon, va proposer une résidence autour de la danse aux écoles de Tancon, Iguerande et Chenay-le-Châtel. Un pont avec le collège de Chauffailles est envisagé. Les semaines de résidences seront organisées comme suit :

- 5 au 10 février 2024 : école de Chenay-le-Châtel
- 25 au 30 mars 2024 : école d'Iguerande
- 10 au 15 juin 2024 : école de Tancon

Le samedi 15 juin, un temps final et festif est envisagé. Il permettra à la compagnie de présenter son travail et aux enfants des classes associées de faire une démonstration des danses apprises.

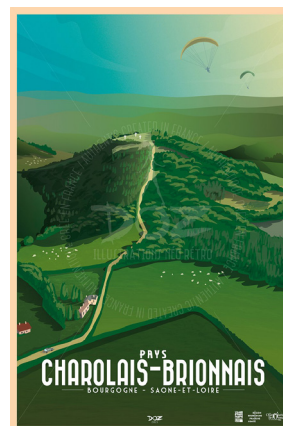
Marketing territorial

Objets DOZ

Trois nouveaux visuels DOZ sont venus agrandir la collection du Charolais-Brionnais :

Au total, ce sont donc 7 visuels qui sont reproduits sur des cartes postales, des magnets et des affiches (formats A3 et 50x70).

Ces objets sont vendus dans les offices de tourisme, à Diverti Parc et à la Maison du Charolais.



Participation à des salons lyonnais

Salon du Mahana : il a eu lieu à Lyon du 3 au 5 mars. Le Pays Charolais-Brionnais était représenté par les offices de tourisme sur le stand de la Saône-et-Loire.

Quelques chiffres : 165 exposants, 21 000 visiteurs.

Salon du Randonneur : rendez-vous lyonnais incontournable pour tous les amoureux de balades en tout genre. Les offices de tourisme étaient présents du 24 au 26 mars sous la bannière Pays Charolais-Brionnais et sur le stand de la Saône-et-Loire.

Quelques chiffres : 450 exposants - 129 stands - 14 092 visiteurs.

Salon CIEL, Carrefour de l'immobilier d'entreprises Lyonnais

Le Pays Charolais-Brionnais, les 5 communautés de communes du territoire et la CCI de Saône-et-Loire ont participé à cet événement organisé par la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne.

Du mercredi 7 juin au jeudi 8 juin, rendez-vous était pris au Palais de la Bourse à Lyon pour promouvoir notre territoire auprès des chefs d'entreprises, des investisseurs et autres directeurs immobiliers.

Il s'agissait de notre 2^{ème} participation (2021). Pour l'occasion une collection de brochures a été réalisée sur la présentation du territoire, les zones d'activités et les locaux disponibles.



Vidéos aériennes des zones d'activités

Afin de compléter les brochures éditées pour promouvoir les zones d'activités des 5 communautés de communes, le Pays Charolais-Brionnais a missionné 360 world pour la réalisation d'un **film avec prises de vue par drone**.

Cette vidéo a notamment permis d'animer notre stand sur le salon CIEL.

Guide pratique et collection de flyers pour l'été

Chaque année en mars, le Pays Charolais-Brionnais édite un **guide pratique** qui répertorie le patrimoine à découvrir, les activités de loisirs et pleine nature, les saveurs et savoir-faire et les hébergements et la restauration.

Ce guide est ensuite distribué dans les offices de tourisme et sur les différents salons auxquels le Charolais-Brionnais participe (pour 2023 : Mahana, Randonneur, Agriculture, Colmar, Euroforest) et sur les bourses d'échanges de la Saône-et-Loire.

Une **collection de flyers** est également éditée pour l'été sur les thématiques suivantes : activités familles et mômes, activités aquatiques, marchés et événements gourmands.

Cela permet aux touristes qui le souhaitent d'obtenir des informations plus ciblées selon leurs envies.

Candidature au patrimoine mondial

La préparation du dossier de candidature du bocage de l'élevage bovin au patrimoine mondial se poursuit. Dans la continuité de l'année 2022, l'année 2023 a été consacrée à la préparation du plan de gestion et de préservation du futur Bien.

Préparation du plan de gestion

Conformément aux *Orientations* devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, la proposition d'inscription doit apporter les garanties crédibles de protection et de conservation du Bien et de sa valeur universelle exceptionnelle. Le Bien doit être suffisamment protégé par la législation nationale applicable en fonction de sa nature. À cette fin, il doit être doté d'une zone tampon protégeant sa valeur universelle exceptionnelle. Un plan de gestion est exigé dans le dossier de candidature. Il doit notamment organiser la convergence de tous les acteurs concernés par la protection du Bien et montrer l'implication de tous ces acteurs et de la population locale.

L'élaboration d'un projet d'inscription sur la liste du patrimoine mondiale nécessite la mise en œuvre de mesures de protection relevant du code du patrimoine, de l'environnement ou de l'urbanisme en application des articles L.612-1, R.612-1 et R.612-2 du code du patrimoine.

Le plan de gestion se décline en 4 axes :

- ♦ Connaissance
- ♦ Préservation/conservation
- ♦ Valorisation/médiation
- ♦ Gouvernance

Après avoir évalué les menaces pesant sur le Bien potentiel, il convient, d'une part, de mobiliser les dispositifs existants et, d'autre part, de mettre en place les protections réglementaires qui permettront d'apporter à l'UNESCO les garanties suffisantes pour l'inscription sur la liste du patrimoine mondial.

Le plan de gestion devra ensuite se traduire de manière concrète dans un plan d'actions. Ce travail sera réalisé en 2024.

Présentation d'un pré-plan de gestion au CBFPM en janvier 2024

Un pré-plan de gestion a été préparé en 2023. Il sera soumis aux experts du Comité des Biens français du patrimoine mondial (CBFPM) lors de la prochaine audition le 30 janvier 2024. Ce travail, coordonné par Aurélien Michel, a pu être réalisé grâce à l'accompagnement de l'équipe du cabinet GRAHAL conseil, spécialisé dans la préparation des candidatures sur la liste du patrimoine mondial et ayant contribué à l'inscription de plusieurs sites inscrits, entre autres les Climats du vignoble de Bourgogne (2015), le phare de Cordouan (2021), Nice la ville de la villégiature d'hiver de riviera (2021), la Maison Carrée de Nîmes (2023), etc.

Le pré-plan de gestion a été alimenté par la production des groupes de travail réunis au cours des deux années précédentes qui ont mobilisé des agriculteurs, des élus et de nombreux partenaires concernés par le projet d'inscription.



Candidature au patrimoine mondial

LES PRÉS D'EMBOUCHE : DU REPÉRAGE À LA PROTECTION

La cartographie

À partir du travail réalisé par le géologue Frédéric Gaudry, membre du comité scientifique pour la candidature UNESCO, qui a identifié les secteurs propices à l'embouche (engraissement des bovins à l'herbe) en croisant l'analyse géologique avec les pratiques des éleveurs, Sonia Fontaine, paysagiste, a réalisé en 2023 une cartographie sous SIG (système d'information géographique) des prés (parcelles) propices à l'embouche.

Partant des cartes produites par le géologue, la paysagiste a soustrait les chemins, les routes, les espaces urbanisés (maisons individuelles et leurs dépendances, hameaux, bourgs, zones d'activité, etc.) jusqu'à arriver à une carte à l'échelle parcellaire des prés où peuvent être engraisés les bovins.



Des sorties sur le terrain

Ce travail a donné lieu à de nombreuses sorties sur le terrain, avec l'équipe projet, notamment pour déterminer la méthode de travail – il s'agit là d'une expérimentation scientifique qui pourra servir de modèle à d'autres territoires et mérite de faire l'objet d'une publication scientifique – et confronter les cartes avec les données du terrain en allant à la rencontre des usagers de ces parcelles.

Une recherche historique

En outre, cette approche a été confortée par une recherche historique, réalisée par Aurélien Michel, qui a consisté à repérer et lister les prés dédiés à l'embouche dès la fin de l'époque moderne (XVIIe et XIXe siècles), par la consultation d'archives (cadastres, archives notariées, etc.). Cette recherche a été mise en relation avec les travaux réalisés par Dominique Fayard, pour le XIXe siècle, dans le cadre de sa thèse de doctorat en histoire. La liste de prés « historiques » ainsi établie, la

continuité de leur usage pour l'embouche jusqu'à nos jours et la transmission de leur réputation de « meilleurs prés » ont été vérifiées par des sorties sur le terrain qui ont mobilisé les professionnels de la filière (éleveurs et commerçants en bestiaux).

La protection dans les documents d'urbanisme

Les prés d'embouche ainsi identifiés, listés et cartographiés bénéficieront d'une protection au titre des « zones agricoles de protection paysagère et patrimoniale » (Ap) dans les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux. Pour ce faire, les données produites par Sonia Fontaine ont été transmises à l'équipe du cabinet Latitude en charge de l'élaboration ou de la révision des 5 PLUi du Pays Charolais-Brionnais.

Les données ont d'ores et déjà été intégrées dans les travaux en cours des 3 PLUi : CC Brionnais Sud Bourgogne, CC de Marcigny et CC de Semur-en-Brionnais (PLUi en cours de modification).

Une carte superpose ces prés d'embouche avec les projets de zonage réglementaire de ces 3 PLUi. Le même travail sera prochainement réalisé sur le territoire de la CC Le Grand Charolais.



La démarche mise en œuvre ici, allant de la recherche scientifique à la protection patrimoniale, est un bel exemple de « recherche action ». Elle constitue un point fort pour le dossier de candidature au patrimoine mondial. Par son caractère expérimental et innovant, elle retiendra assurément l'attention des experts comme exemple concret de la protection d'un élément patrimonial remarquable du paysage culturel de l'élevage bovin.

L'AIRe d'INFLUENCE PAYSAGÈRE

Simulations paysagères avec
9 parcs éoliens à l'étude
et plus de **30 projets fictifs**

Une étude d'aire d'influence paysagère (AIP) a débuté en novembre 2022. Elle s'achèvera en janvier 2024. Son objectif est de définir un cadre clair et précis visant à concilier la préservation de la valeur universelle exceptionnelle du futur Bien et d'éventuelles implantations de grand éolien terrestre à proximité du périmètre du futur Bien.

Entièrement financée par l'Etat (DREAL et DRAC), elle a été confiée au groupement composé par l'Agence Sonia Fontaine, paysage urbanisme patrimoine, Julien Laborde, paysagiste et Jérôme Tanguy, géomaticien.



La première phase de l'étude a été rendue en juin 2023.

Elle contient :

- ♦ la synthèse des caractéristiques paysagères et des enjeux paysagers, qui comprend la présentation des grandes typologies de paysages et des unités paysagères,
- ♦ la description du système de perception du futur Bien,
- ♦ la traduction de la VUE et l'analyse des systèmes de perception à l'échelle du Bien,
- ♦ la définition d'une zone d'influence visuelle (vues entrantes et parcours d'approche ; vues internes et traversantes) et hiérarchisation des points de vue,
- ♦ la définition des enjeux vis-à-vis de l'éolien.

Les conditions de perception des paysages sont une dimension majeure de la VUE, car sans perception et visibilité des paysages et des patrimoines, il n'y a pas de lisibilité et de compréhension de la VUE et des attributs du Bien.

Le relief est une composante majeure dans la structuration du système de perception. De même, les boisements ont une grande importance dans la perception des paysages de bocage du Charolais-Brionnais.

La seconde phase de l'étude sera rendue au premier trimestre 2024.

Elle consistera en la définition de zones de sensibilité vis-à-vis du grand éolien terrestre (zone d'exclusion, zones de vigilance) et de critères d'acceptabilité des parcs éoliens au regard de la préservation de la VUE du futur Bien.

Traduction dans les documents d'urbanisme

Les résultats de cette étude d'aire d'influence paysagère (notamment les cartographies des différents zonages) seront intégrés dans le SCoT et les PLUi.

L'argumentation développée dans le dossier est un outil d'aide à la décision et permettra aux autorités compétentes, en particulier le préfet, d'émettre des avis motivés quant à d'éventuels projets d'implantation de grand éolien terrestre à proximité immédiate ou plus éloignée du futur Bien.



Candidature au patrimoine mondial

L'ANALYSE PRÉLIMINAIRE

Début juillet, le ministère de la Culture a sollicité les services du PETR pour la production d'un dossier intitulé « Analyse préliminaire » à rendre début septembre.

Une nouvelle procédure

Cette demande s'inscrit dans la nouvelle procédure d'analyse des candidatures récemment mise en place par l'UNESCO. La France est le premier pays à s'être porté volontaire et le Charolais-Brionnais est donc le premier dossier au monde à suivre cette procédure.

Une analyse documentaire

L'analyse préliminaire est une procédure effectuée, par des experts de l'ICOMOS et l'UICN, sur la base d'une étude de documents, obligatoire pour tous les sites qui pourraient faire l'objet d'une proposition d'inscription sur la liste du patrimoine mondiale.

Une démarche en cours

Le dossier, qui doit respecter un format très précis, sur la forme comme sur le fond, a été rédigé cet été par l'équipe projet du PETR et l'équipe du GRAHAL. Il a été remis au ministère de la Culture début septembre et transmis par ce dernier aux experts de l'ICOMOS.

Un échange en visio conférence a eu lieu le 9 novembre entre l'équipe projet du PETR, les représentants du ministère de la Culture et les experts d'ICOMOS.

Les experts d'ICOMOS vont solliciter les services du PETR dans les prochaines semaines afin que ces derniers leur transmettent des documents et informations complémentaires.

Les conclusions de l'analyse préliminaire réalisée par les experts d'ICOMOS sont attendues à l'automne 2024.

LA VISITE DES INSPECTEURS GÉNÉRAUX

Les services de l'Etat ont sollicité, à l'automne 2022, une inspection générale des 3 ministères concernés par le projet de candidature (Culture et Transition, en charge des candidatures au patrimoine mondial, et Agriculture compte-tenu de l'importance de cette activité dans le Bien Charolais-Brionnais).

3 inspecteurs ont été nommés :

- ♦ M. Christophe PATIER, du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, qui coordonne la mission.
- ♦ M. Serge BRENTUP, de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable, IGEDD, du ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires.
- ♦ M. Bruno MENGOLI, de la délégation à l'inspection, à la recherche et l'innovation, DIRI, du ministère de la Culture.

Ils sont venus à deux reprises en Charolais-Brionnais :

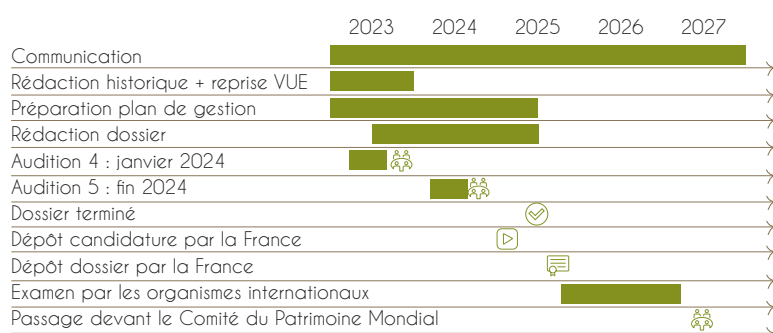
- ✓ les 4 et 5 juillet 2023
- ✓ du 4 au 7 septembre 2023.

L'objectif de cette mission d'inspection est de conseiller les services de l'Etat (Ministères, DRAC, DREAL, ABF...) et le porteur de projet (le PETR du Pays Charolais-Brionnais) **sur le ou les outils le/les mieux adapté(s) à la protection du futur Bien.**

En effet, le Comité national des Biens français du patrimoine mondial demande de « mettre en place les protections, encore insuffisantes à ce stade, en coordonnant les outils de protection et de planification » (rapport en date du 12 octobre 2021).

Le rapport des 3 inspecteurs est attendu dans le courant de l'année 2024.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL



PERSPECTIVES 2024

- ♦ Audition devant le Comité des Biens français du patrimoine mondial en janvier
- ♦ Préparation du plan de gestion du futur Bien avec l'ensemble des acteurs concernés
- ♦ Actions de communication et de mobilisation de la population

Les actions de communication autour de la candidature

Janvier

Un **nouveau logo** a été créé pour la candidature avec pour objectif de faire comprendre, en un seul coup d'œil, l'objet de ce dossier, à savoir : le bocage de l'élevage bovin.

L'agence Panama et le Pays Charolais-Brionnais ont travaillé conjointement entre novembre 2022 et janvier 2023.

CHAROLAIS-BRIONNAIS
BOCAGE DE L'ÉLEVAGE BOVIN
CANDIDAT AU PATRIMOINE MONDIAL



Février



Des **sweats** avec le **nouveau logo** de la candidature ont été commandés pour les élus et l'équipe du Pays.

Avril

En vue de la préparation de la participation du Pays Charolais-Brionnais au salon CIEL (Carrefour de l'Immobilier d'Entreprise Lyonnais), des **tote-bags** pour promouvoir l'herbe du bocage ont été imprimés. Ils ont servi à distribuer le pack de brochures édité pour l'occasion.



Mai

Bourgogne Magazine a consacré 11 pages au « Charolais, un trésor de bocage ». Un beau coup de projecteur pour le paysage grâce notamment aux photos aériennes prises depuis les ballons de Montgolfières en Charolais.



Pour la 3^{ème} année consécutive, le PETR est partenaire de la cyclosportive La Bernard Thévenet. Ainsi, **deux bons cadeaux** ont été offerts aux vainqueurs des circuits : La Brionnaise et La Bernard Thévenet. **Des tote-bags et des brochures touristiques** ont été distribués aux coureurs.

Juin



Le Pays Charolais-Brionnais a acheté une page dans le **magazine Elle** de juin pour inviter les lecteurs à se ressourcer au cœur d'un paysage d'exception ! Une parution juste avant la période estivale pour inspirer les futurs vacanciers.

Juin et octobre

Une **brochure sur le bocage de l'élevage bovin** a été éditée à 5 000 exemplaires en juin et distribuée aux offices de tourisme et sites touristiques. Cette publication, complète et pédagogique, présente le paysage : son histoire, ses attributs, son rôle environnemental, le travail des éleveurs... Elle donne également des explications sur le patrimoine mondial et les attendus d'un dossier de candidature.

En octobre, 50 000 exemplaires ont été édités et distribués dans toutes les boîtes aux lettres des habitants du territoire.



Août

Cette année, l'association du Festival St Rock a souhaité sensibiliser les festivaliers au lieu dans lequel se déroulait l'évènement, à savoir le parc du château de La Clayette au cœur du Brionnais. Ainsi, plusieurs **panneaux thématiques** ont été créés et notamment deux sur le bocage et ses attributs.



Octobre



Le Pays Charolais-Brionnais a travaillé avec Damien Corban des Editions Héraclite afin de produire trois pages sur la candidature et le paysage dans le **1^{er} Almanach de Saône-et-Loire**. Une collaboration réussie pour un ouvrage de qualité.

Novembre

Une collection de 5 roll-ups a été créée pour expliquer :

- ◆ La candidature au patrimoine mondial
- ◆ Le soutien à la candidature
- ◆ Le végétal
- ◆ L'eau
- ◆ Le patrimoine bâti

Elle sera mise à disposition gratuitement aux collectivités territoriales, offices de tourisme, ou lors d'évènements sur le territoire.



Afin que tous les habitants et les touristes soient informés de la candidature UNESCO, **deux affiches et des stickers** ont été créés et distribués à tous les offices de tourisme. Ils ont également été proposés à toutes les collectivités du Charolais-Brionnais.



Un **catalogue répertoriant tous les outils de communication** créés autour de la candidature a été constitué et envoyé aux collectivités territoriales afin qu'elles se les approprient et les utilisent en relais du PETR sur tout le Charolais-Brionnais.

Décembre



Une campagne de communication « **sacs à pain** » aux couleurs de la candidature au patrimoine mondial a été lancée le 20 décembre dans 40 boulangeries du Charolais-Brionnais. 40 000 sacs en papier ont donc été distribués pendant les fêtes de fin d'année.

L'année a été ponctuée de présentations, de conférences et de participations à des évènements pour promouvoir le bocage du Charolais-Brionnais auprès de différents publics de tous horizons : conseils municipaux et communautaires, Rotary club, coworkers de l'inter'COW, Liger Club, section départementale des membres de la légion d'honneur, Foyers ruraux 71, Syndicat boeuf de Charolles, INAO, Ambassade du Charolais, Jeunes agriculteurs, Friends of country side...



Contrat local de santé

Depuis 2014, le Pays Charolais-Brionnais s'est engagé dans une démarche de soutien à la santé de ses habitants à travers le Contrat local de santé (CLS) signé avec l'ARS et une dizaine de partenaires.

Le CLS vise plusieurs objectifs :

- ♦ Participer au plan d'égalité d'accès aux soins
- ♦ Développer la prévention et la promotion de la santé
- ♦ Agir sur la santé mentale par le biais d'un dispositif dédié, le Conseil local en santé mentale (CLSM)
- ♦ Favoriser le parcours de la personne âgée
- ♦ Réduire l'impact de l'environnement sur la santé

Le CLS court jusqu'en 2025.

Au second semestre 2023, un diagnostic a été réalisé en prévision de son renouvellement.

ÉVÈNEMENTS MARQUANTS EN 2023

Salon de l'emploi de la santé et du social

Le salon de l'emploi de la santé et du social a eu lieu à **Paray-le-Monial** au CAP le jeudi **2 février 2023** de 9h à 16h.

Ce projet, né des retours quotidiens des structures faisant face à des difficultés de recrutement, a été organisé par le **Pays Charolais-Brionnais, la Mission locale, l'AR2S et Pôle emploi**. Le regard de ces 4 organisateurs aura permis de lier les compétences de profils diverses, certains experts de la santé et d'autres de l'emploi.

Ce salon a été un réel succès. **51 exposants** étaient présents, entreprises et structures de formation. Tous les domaines de la santé et du social étaient représentés : petite enfance, jeunesse, handicap, personnes âgées, sports, centre hospitalier, libéraux, etc. Une centaine de professionnels ont participé, représentant **66 métiers référencés et 23 formations**.

1 105 visiteurs sont venus découvrir le salon.

La journée a été imaginée en deux temps :

♦ **Les jeunes et la présentation des métiers de 9h à 12h : 476 jeunes** venant d'établissements du Charolais-Brionnais ont rencontré les professionnels : collèges de Paray-le-Monial, Chauffailles, Charolles, Bourbon-Lancy (celui de La Clayette est venu l'après-midi), lycées de Paray-le-Monial et Charolles et élèves de l'IFSI.

♦ **Le grand public de 13h à 16h : 629 personnes** sont venues à la rencontre des professionnels pour découvrir ou rechercher un potentiel employeur.

Face au succès qu'il a rencontré, ce salon sera renouvelé. Au regard de la charge de travail qu'il représente, il est proposé de l'organiser tous les 2 ans.



Semaines d'information sur la santé mentale



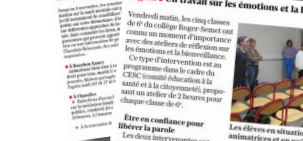
Les Semaines d'information sur la santé mentale (SISM), dont c'était la 34^{ème} édition, ont pour objectif de sensibiliser, rassembler, faire connaître et informer autour de la notion de santé mentale. Chaque année un thème est proposé. En 2023, elles ont eu lieu du 9 au 22 octobre, et le thème était : « À tous les âges de la vie, ma santé mentale est un droit ».

Le PETR coordonne et propose la création d'une brochure recensant les actions proposées à l'échelle du Pays Charolais-Brionnais. Il propose aussi des actions. En 2023, il a proposé 2 événements :

- Une soirée d'ouverture des SISM, avec la projection du documentaire « sur l'Adamant » au cinéma l'Empire de Paray-le-Monial.
- L'intervention d'Emilie Achard, masseur-kinésithérapeute, dont l'intervention portait sur la thématique « Être parent aujourd'hui : point de vue d'une masseur-kinésithérapeute, quelques pistes pour soutenir les compétences parentales et accompagner l'éveil du nourrisson en périnatal. »

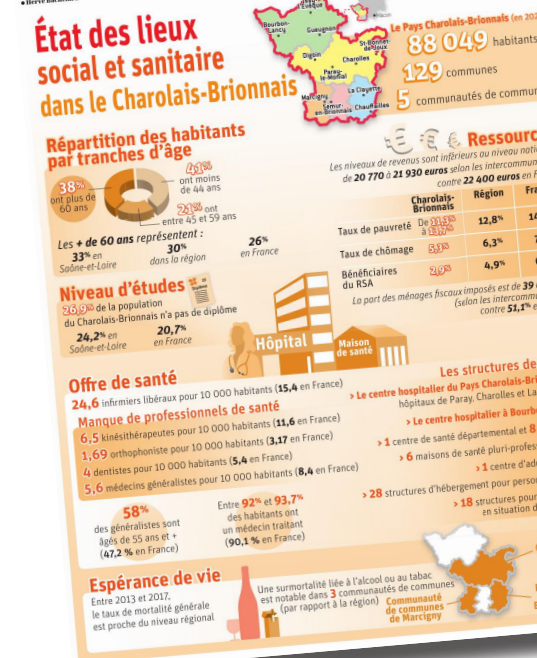
26 actions ont été proposées en Charolais-Brionnais, soit l'une des plus importantes programmations du département, ce qui montre la force du réseau de partenaires et l'implication des acteurs locaux. Les SISM ont bénéficié d'une belle couverture presse. Une quinzaine d'articles ont relayé les actions et participé à la sensibilisation aux questions de santé mentale.

Dr Marnier : « Il faut comprendre que la dépression peut atteindre les plus petits »



Charolais-Brionnais Santé, social : portrait-robot du territoire

En 2020, le Pays Charolais-Brionnais a signé un CLS (Contrat local de santé) sur 5 ans, avec l'ARS (Agence régionale de santé) qui permet la réalisation d'actions dans 5 domaines : l'égalité d'accès aux soins, le développement de la prévention et la promotion de la santé, la réduction de l'impact de l'environnement sur la santé, et la mise en place d'actions dans le domaine de la santé mentale et des personnes âgées. L'année 2023 sera nécessaire pour réaliser le contenu du prochain CLS, un travail de groupe de travail qui se réunira régulièrement. Pour définir ces actions au regard de la situation de santé, le Pays Charolais-Brionnais a mandaté le cabinet "Santé Modulation Santé" pour dresser un état des lieux de la situation sanitaire et sociale du territoire. Pour constituer ce diagnostic, le cabinet a pris appui sur des données et des questionnaires auprès d'acteurs locaux des domaines sociaux et sanitaires, mais aussi auprès de la population. Retenons ci-dessous quelques données permettant de dresser un portrait sanitaire et social du Pays Charolais-Brionnais et de sa population.



Diagnostic santé du Charolais-Brionnais

L'ARS de Bourgogne Franche-Comté a lancé en 2023 une démarche de diagnostic en santé des territoires dont le Contrat local de santé arrive à échéance. Le diagnostic a été réalisé au cours du second semestre. Le cabinet sélectionné est l'Icone médiation santé, basé à Rennes, bureau d'étude indépendant spécialisé sur les thématiques de santé publique. Il s'est vu confier la réalisation des diagnostics de 11 territoires en Bourgogne Franche-Comté, dont ceux du Pays Charolais-Brionnais, du Maconnais Sud Bourgogne et de la Bresse Bourguignonne en Saône-et-Loire.

Ce diagnostic, à la fois quantitatif et qualitatif, vise à définir les enjeux et les axes prioritaires pour l'élaboration du futur contrat.

Les résultats ont été présentés aux acteurs et aux habitants du Charolais-Brionnais lors d'une réunion publique le 19 décembre 2023 au centre culturel et de congrès de Paray-le-Monial.

Santé

Signature avec deux cabinets de recherche de médecins

Afin de répondre au besoin de médecins généralistes, les élus ont décidé de renouveler un dispositif qui a fait ses preuves : le recours à des cabinets de recherche de médecins.

Le PETR a ainsi contractualisé avec deux cabinets pour le recrutement de médecins libéraux : Activa Medical et CFIPF Work your way to France. Chacun de ces deux cabinets travaillera sur des secteurs distincts.

Afin de valoriser au mieux le territoire et les opportunités d'installation, des communes ont été identifiées, pour proposer des offres concrètes et accessibles :

- ♦ La Clayette, Paray-le-Monial et Saint-Bonnet-de-Joux, pour Activa Medical
- ♦ Bourbon-Lancy, Gueugnon et Issy-l'Evêque, pour CFIPF Work your way to France

Santé vous bien en CHAROLAIS-BRIONNAIS



Partenariat avec le Département de Saône-et-Loire dans le cadre de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie chez les personnes âgées

La Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) de Saône-et-Loire a été créée suite la loi ASV entrée en vigueur au 1er janvier 2016. Cette gouvernance, sous la présidence du Département et les vice-présidences de l'Agence régionale de santé (ARS) et de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT) de Bourgogne Franche-Comté, réunit tous les acteurs de la prévention.

Les objectifs de cette instance sont les suivants :

- ♦ améliorer les politiques de prévention de la perte d'autonomie,
- ♦ favoriser le soutien à domicile des personnes âgées,
- ♦ mieux coordonner les stratégies régionales et locales en matière de prévention, leur contenu et leur déploiement territorial.

La CFPPA de Saône-et-Loire a mis en œuvre une démarche de conventionnement cadre qui s'appuie sur un Appel à manifestation d'intérêt (AMI) et prend la forme d'une contractualisation plu-

riannuelle de 3 ans (2024-2026) soutenant la mise en place d'actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus, sur le territoire du Charolais-Brionnais.

Les thématiques de prévention entrant dans le champ de cette expérimentation sont les suivantes :

- ♦ activité physique adaptée, équilibre et prévention des chutes,
- ♦ usage du numérique,
- ♦ mobilité (dont sécurité routière),
- ♦ lien social, lutte contre l'isolement.

Le PETR du Pays Charolais-Brionnais a ainsi contractualisé avec le Département et les porteurs de projets dans le cadre d'une programmation territoriale d'actions et participe à la coordination des opérateurs et à l'animation locale du programme.

De nombreuses actions

Plusieurs actions relevant du CLS, déjà mises en œuvre les années précédentes, ont été renouvelées en 2023, parmi lesquelles :

- ♦ les soirées des internes et des professionnels de santé, la participation au salon de l'immigration à Utrecht aux Pays-Bas en partenariat avec la Région. Le PETR a aussi relayé le nouveau zonage de l'ARS (zones prioritaires pour l'installation de médecins) qui a été actualisé en 2023.

Les sujets relatifs à la démographie médicale et l'accompagnement à l'installation de nouveaux praticiens font partie des axes prioritaires du CLS du Pays Charolais-Brionnais.

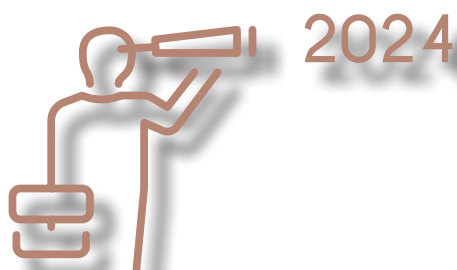
- ♦ un temps d'information et de sensibilisation à la lutte contre l'amblyopie auprès des élèves de la MFR d'Anzy-le-Duc, dans le cadre de l'axe dédié à la santé environnementale.
- ♦ les mardis de la santé mentale, les jeudis des sensibilisations ou encore le forum de la santé mentale.

La santé mentale est un axe important du CLS en Charolais-Brionnais. La dynamique est formalisée dans le Conseil local en santé mentale, et se décline par de nombreux temps visant à favoriser l'interconnaissance entre les professionnels du territoire.

- ♦ Le PETR du Pays Charolais-Brionnais participe aussi, en lien avec les acteurs locaux ou régionaux, au volet prévention et actions diverses : réunions territoriales du réseau parents 71 en lien avec la CAF, CTG des communautés de communes, journées départementales de l'ARS, etc.



LES PERSPECTIVES 2024



L'année 2024 sera une année charnière pour la thématique santé, marquée par le travail de renouvellement et de réécriture du futur Contrat local de santé.

Afin de répondre au mieux aux besoins locaux, des groupes de travail seront organisés pour définir les futurs axes de travail à inscrire au contrat, en lien avec les éléments de diagnostic présentés par le cabinet Icone Médiation Santé.



Dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat local de santé et de l'animation du Conseil local en santé mentale, les actions suivantes seront organisées :

Santé mentale

- ♦Mardis de la santé mentale, jeudis des sensibilisations, forum des acteurs
- ♦Mise à jour du guide de la santé mentale
- ♦Préparation de l'assemblée plénière
- ♦Relance de la dynamique autour du CLSM et l'adapter aux nouveaux besoins en parallèle du travail engagé pour le renouvellement du Contrat local de santé

Démographie médicale

- ♦Assurer le suivi de l'installation des futurs médecins
- ♦Constituer un réseau, engager une réflexion sur un changement de format des soirées d'accueil des médecins et internes
- ♦Participation au salon UTRECHT en partenariat avec la région

Santé environnementale et lutte contre l'ambrosie en partenariat avec la Fredon

- ♦Continuer le travail de prévention autour de l'ambrosie
- ♦Proposer des temps de sensibilisation autour d'autres espèces invasives : moustiques tigres, chenilles processionnaires, etc.



Bureaux et comités syndicaux 2023

Liste des délibérations

Comité syndical du 16 février

- 2023-01 Approbation du procès-verbal du comité syndical du 21/12/2022
- 2023-02 Approbation rapport activité 2022
- 2023-03 Création d'un poste non permanent « contrat de projet » à temps complet pour une durée d'un an et autorisant le recrutement d'un agent contractuel, et modification du tableau des effectifs
- 2023-04 Modification RIFSEEP
- 2023-05 Demande de subvention ingénierie 2023 - gestion de programme LEADER 2023-2027
- 2023-06 Demande de subvention auprès du Conseil départemental de Saône-et-Loire - préparation du plan de gestion du futur Bien UNESCO
- 2023-07 Subvention à l'association l'Arc scène nationale du Creusot dans le cadre du CLEA, année scolaire 2022/2023 (convention 2020-2023)
- 2023-08 Subvention exceptionnelle à la MFR du Charolais-Brionnais
- 2023-09 Examen et vote du compte de gestion 2022 du budget général
- 2023-10 Vote du compte administratif 2022 du budget général
- 2023-11 Examen et vote du compte de gestion 2022 du budget annexe PAH/UNESCO
- 2023-12 Vote du compte administratif 2022 du budget annexe PAH/UNESCO
- 2023-13 Affectation des résultats 2022 du budget général et budget annexe PAH/UNESCO
- 2023-14 Vote du montant des cotisations 2023 des communautés de communes
- 2023-15 Adhésions aux organismes pour l'année 2023
- 2023-16 Vote du budget primitif 2023 - budget général
- 2023-17 Autorisation à donner au Président pour le lancement d'un marché pour le recrutement d'un prestataire portant sur l'accompagnement à l'élaboration de la candidature UNESCO et à solliciter des subventions auprès des partenaires

Comité syndical du 23 mars

- 2023-18 Approbation du procès-verbal du comité du 16 février 2023
- 2023-19 Création d'un emploi permanent à temps complet d'assistant à l'animation du patrimoine à compter du 04/05/2023 portant modification du tableau des effectifs
- 2023-20 Autorisation à donner au Président pour la signature du contrat "Territoires en action" (TEA) 2023-2028 avec la Région Bourgogne Franche-Comté

Comité syndical du 22 juin

- 2023-20 bis Points à ajouter à l'ordre du jour
- 2023-21 Approbation du procès-verbal du 23 mars 2023
- 2023-22 Autorisation à donner au Président pour la signature de conventions de partenariat tripartites avec le groupe Solif
- 2023-23 Autorisation à donner au Président pour la signature de la convention de partenariat pour la Gestion prévisionnelle des emplois et compétences territoriales (GPECT) entre le PETR, la Mission locale du Charolais et les 5 communautés de communes
- 2023-24 Subvention exceptionnelle au FC Gueugnon dans le cadre de l'organisation du forum de l'emploi, de l'orientation, des métiers et de l'apprentissage
- 2023-25 Subvention exceptionnelle à l'Ambassade du Charolais pour le 40ème anniversaire
- 2023-26 Modification du tableau des effectifs des emplois pour donner suite à un avancement de grade à compter du 01/09/2023
- 2023-27 Autorisation à donner au Président pour le recrutement d'agents contractuels sur 2 emplois permanents vacants au service urbanisme
- 2023-28 Recours à un contrat d'apprentissage au service urbanisme à la rentrée scolaire 2023/2024
- 2023-29 Autorisation à donner au Président pour la signature d'une convention entre le PETR et le Département de Saône-et-Loire dans le cadre de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA)
- 2023-30 Désignation du Président du Groupe d'Action Locale (GAL) dans le cadre du nouveau programme européen LEADER 2023-2027 et autorisation à donner au Président du GAL pour la signature de la Convention LEADER 2023-2027 avec la Région Bourgogne Franche-Comté
- 2023-31 Renouvellement du Contrat local d'éducation artistique (CLEA) 2023-2026 du Pays Charolais-Brionnais
- 2023-32 Convention de partenariat avec les offices de tourisme pour les visites guidées du Pays d'art et d'histoire,



saison estivale 2023

2023-33 Avis favorable à la demande de portage de l'emploi concernant la mise en oeuvre du PCAET des 3 intercommunalités du Brionnais
2023-34 Subvention exceptionnelle de la communauté de communes de Semur-en-Brionnais de 15 000€ en soutien à la candidature UNESCO - mise en oeuvre d'une action de communication
2023-35 Décision modificative n°1-2023 - budget primitif
2023-36 Bilan concertation modification du SCoT

Comité syndical du 9 octobre

2023-37 Approbation du procès-verbal du 22 juin 2023
2023-38 Désignation du référent déontologique des élus et adhésion à la mission d'assistance et conseil mise en place par le centre de gestion de Saône-et-Loire
2023-39 Autorisation signature convention de mise à disposition de locaux avec les communes concernées par le service « mairies intercommunales »
2023-40 Autorisation signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux avec l'agence départementale d'information pour le logement de Saône-et-Loire (ADIL 71)
2023-41 Admission en non-valeur de créances irrécouvrables - année 2017
2023-42 Décision modificative n°2-2023 au budget général
2023-43 Actualisation des tarifs et extension des points de vente des affiches et produits promotionnels DOZ
2023-44 Avis du comité syndical sur les projets à inscrire au contrat « Territoires en action » (TEA), signé avec la Région Bourgogne Franche-Comté le 27 juin 2023, pour la programmation 2023
2023-45 Création d'un emploi non permanent de chargé(e) de mission « transitions » à compter du 1^{er} janvier 2024 dans le cadre d'un "contrat de projet"
2023-46 Demande de subvention ingénierie 2024 pour le poste chargé(e) de mission « transitions » dans le cadre du contrat « Territoires en action » 2022-2028 auprès du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté
2023-47 Demande de subvention ingénierie 2024 pour le poste chargé(e) de mission « transitions » auprès de l'Etat dans le cadre du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) délibération annulée
2023-48 Demande de subvention programmation contrat local d'éducation artistique (CLEA) 2023-2024 auprès de la DRAC
2023-49 Demande de subvention auprès de la Région Bourgogne Franche-Comté dans le cadre du contrat TEA pour l'action de recherches de nouveaux médecins
2023-50 Demande de subvention ingénierie 2024 pour le poste chargé(e) de mission « CRTE-transition écologique » auprès de l'Etat dans le cadre du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT)

Comité syndical du 11 décembre

2023-51 Approbation du procès-verbal du 09 octobre 2023
2023-52 Ajout de points à l'ordre du jour
2023-53 Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un bureau de permanence avec le Réseau des aidants 71
2023-54 Avis concernant l'appel à projet structurant du Département de Saône-et-Loire pour l'année 2024
2023-55 Présentation du rapport du débat d'orientations budgétaires 2024
2023-56 Vote du montant des cotisations des communautés de communes membres au titre de l'exercice 2024
2023-57 Liquidation et mandatement des dépenses d'investissement jusqu'à l'adoption du budget primitif 2024
2023-58 Demande de subventions ingénierie 2024 dans le cadre du contrat « Territoires en action » 2022-2028 auprès du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté
2023-59 Demande de subvention gestion du programme LEADER ingénierie 2023 et annulation délibération n°2022-070 du 21 décembre 2022
2023-60 Demande de subvention gestion du programme LEADER ingénierie 2023
2023-61 Demande de subvention d'ingénierie et gestion 2023 auprès de l'ARS
2023-62 Demande de subvention 2024 Actions Pays d'Art et d'Histoire auprès de la DRAC et du Département de Saône-et-Loire
2023-63 Demande de subvention auprès du Département dans le cadre de la candidature UNESCO au titre de l'exercice budgétaire 2024
2023-64 Mise en oeuvre du dispositif Contrat d'objectifs territorial (COT) avec l'ADEME
2023-65 Avis révision PPRI - Loire secteur 3
2023-66 Participations à différents salons en 2024
2023-67 Modification indemnité président

Bureau du 3 février

2023-01 Approbation du procès-verbal du Bureau du 09/12/2022
2023-02 Participation salon CIEL édition 2023 - demandes de subventions auprès du FNADT et de la Région Bourgogne Franche-Comté
2023-03 Recrutement de cabinets pour l'installation de médecins libéraux
2023-04 Présentation et validation du logo du paysage culturel de l'élevage bovin, candidat au patrimoine mondial (UNESCO)

Bureau du 17 mars : Pas de délibération

Bureau du 9 juin : Pas de délibération

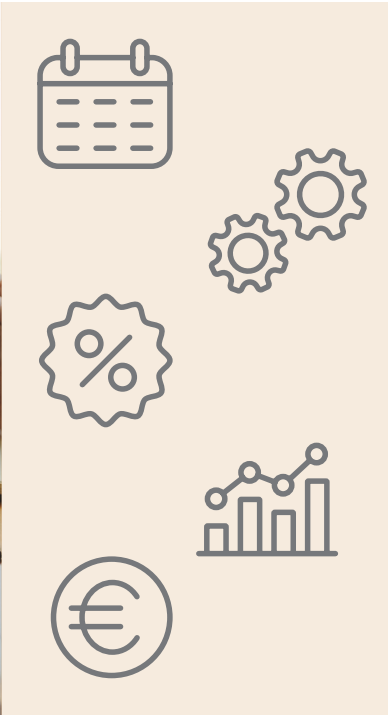
Bureau du 22 septembre : Pas de délibération

Bureau du 1^{er} décembre : Pas de délibération

Budget primitif et Compte Administratif

BUDGET GENERAL	Compte administratif 2022	Budget primitif 2023	Estimatif au 31/12/2023
FONCTIONNEMENT			
Total dépenses	995 605,84 €	1 662 232,42 €	1 390 860,94 €
Total recettes	1 220 374,25 €	1 662 232,42 €	1 092 214,57 €
Résultat exercice	224 768,41 €		- 298 646,37 €
Excédents antérieurs reportés	287 101,76 €		520 078, 50 €
Résultats de clôture cumulés	511 870,17 €		221 432,13 €
INVESTISSEMENT			
Total dépenses	262 930,77 €	233 254,79 €	76 038,62 €
Total recettes	274 405,71 €	233 254,79 €	91 810,57 €
Résultat exercice	11 474,94 €		15 771,95 €
Excédents antérieurs reportés	46 924,19 €		113 605,81 €
Résultats de clôture cumulés	58 399,13 €		129 377,76 €
Restes à réaliser (dépenses)	0,00 €		25 000,00 €
Résultat			104 377,76 €

L'estimatif du compte administratif 2023 tient compte des dépenses du budget annexe PAH/UNESCO dissous le 1^{er} décembre 2022.



Équipe du Pays Contactez-nous !

Dominique Fayard

Directrice
Cheffe de projet candidature UNESCO
direction@charolais-brionnais.fr

Magali Quelin

Gestionnaire financière, administrative et ressources humaines
administration@charolais-brionnais.fr

Gaëlle Narboux

Gestionnaire LEADER et des contractualisations
leader@charolais-brionnais.fr

Orane Vancoillie

Chargée de mission santé-services
sante@charolais-brionnais.fr

Aurélien Michel

Chef de projet Pays d'art et d'histoire
Chargé de projet candidature UNESCO
pah@charolais-brionnais.fr

Romain Millet

Animateur adjoint - Pays d'art et d'histoire
adjoint.pah@charolais-brionnais.fr

Marie Dury

Chargée de mission attractivité et communication
attractivite@charolais-brionnais.fr

Maud Baladier

Cheffe de service urbanisme et habitat
Chargée de mission SCoT
scot@charolais-brionnais.fr

Service Urbanisme

Dominique Quint

Instructrice Droit des Sols
instructeur1@charolais-brionnais.fr

Fabrice Gosetto

Instructeur Droit des Sols
instructeur2@charolais-brionnais.fr

Aurélien Boulogne

Instructrice Droit des Sols
instructeur3@charolais-brionnais.fr

Xavier Laval

Instructeur Droit des Sols
instructeur4@charolais-brionnais.fr

Anaïs Deal

Instructrice Droit des Sols
instructeur5@charolais-brionnais.fr



De haut en bas et de gauche à droite : Xavier, Magali, Aurélie, Gaëlle, Orane, Dominique F., Marie Romain, Fabrice, Anaïs, Dominique Q., Aurélien, Maud



PAYS
Charolais
Brionnais
une nouvelle qualité de Ville

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Charolais-Brionnais

7 rue des Champs Seigneurs - 71600 PARAY-LE-MONIAL

03 85 25 96 36 - contact@charolais-brionnais.fr

www.charolais-brionnais.fr